

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le vingt-quatre juin deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du dix-sept juin deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, Mme PONOT-ROGER, M. TISSERAND, M. DELL'OSTE, M. ABASSI et Mme BUFFE, Adjointes au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. ATTALI, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, M. GUERRAUD, Mme GILEWSKI, Mme GONCALVES, M. HEMERY, Mme LEFEVRE, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENAHMED, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, M. MALKIC, M. PASTOR, Mme GALAQUI, Mme TORNIN, M. REZEG, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, M. SAVERET

M. MOURADOUDI, Mme DE KESLING, M. GOURDY, M. MARIE-LUCE, M. LELOUP, Mme HUBLET, Mme OZTURK, M. MALKIC (à partir de la délibération n°26) ont donné respectivement pouvoir à Mme BUFFE, M. TISSERAND, M. LOCICIRO, Mme PONOT-ROGER, Mme DIOP, M. HEMERY, Mme LACROIX, Mme VIELPEAU

Absents excusés : M. SISSOKO, Mme EBOUMBOU, Mme IMA,

Mme BUFFE est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction de l’Action Sociale
	01/07/2022	22062447	

Objet : Convention de partenariat entre l'association Habitat et Humanisme Ile-de-France et la Ville de Meaux

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT le nombre important de demandeurs de logements sur la Ville de Meaux,

CONSIDERANT la faible vacance de logements sociaux,

CONSIDERANT l'opportunité de récupérer des logements sociaux par l'intermédiaire d'Habitat et Humanisme Ile-de-France,

VU le projet de convention de partenariat entre l'association Habitat et Humanisme Ile-de-France et la Ville de Meaux ci-annexé,

OUI Mme PONOT-ROGER, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat ci-annexée entre l'association Habitat et Humanisme Ile-de-France et la Ville de Meaux conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction. Elle sera renégociée dans un délai maximum de six ans,

AUTORISE le Maire à signer ladite convention de partenariat.

Le Maire,



Jean-François COPÉ



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre,

La Ville de Meaux ayant son siège social en l'Hôtel de Ville Place de Hôtel de Ville Jacques Chirac – 77100 MEAUX,
Représentée, par Monsieur Jean-François COPE, Maire agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2022,

Ci-après désignée « la Ville de Meaux » ou « la Ville »,

D'une part,

Et

L'association Habitat et Humanisme Ile-de-France, ayant son siège social au 6 avenue du professeur André Lemierre
75020 Paris,

représentée par Madame Isabelle de BEAUVOIR, Présidente,

Ci-après désignée « Habitat et Humanisme Ile-de-France » ou « l'association »,

D'autre part,

PREAMBULE

Le Mouvement Habitat et Humanisme a pour objectif de favoriser l'insertion des plus démunis en donnant priorité à l'accompagnement de proximité dans un objectif de mixité urbaine et sociale au sein de son parc immobilier.

La Ville de Meaux poursuit les mêmes objectifs dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique locale de l'habitat, notamment au travers des orientations municipales définies en matière d'attributions de logements.

La société Foncière d'Habitat et Humanisme est propriétaire du patrimoine du Mouvement Habitat et Humanisme. Ce patrimoine est composé de 17 logements sur la Ville de Meaux, dont 6 logements d'insertion situés comme suit :

La Croix de Varenne : 27 chemin de Beauval

Logement	Typologie	Temporaire	Pérenne	Loyer	réservataire	Désignataire
31	T3		x	ANAH TS	sans	Ville
33	T2		x	ANAH TS	sans	Rose des vents *
34	T2	x		ANAH TS	sans	MDS
35	T2	x		ANAH TS	sans	MDS
36	T1		x	LIBRE	sans	ville
37	T3		x	LIBRE	sans	ville
38	T4		x	ANAH TS	VILLE	ville
41	T3		x	ANAH TS	sans	ville
46	T3		x	ANAH TS	sans	ville
49	T2	x		ANAH TS	VILLE	ville
51	T3		x	ANAH TS (sous réserve éligibilité)	sans	ville

*la rose des vents est une association d'insertion



La Bauve : 13 rue des Soldats de la Marne

Logement	Typologie	Temporaire	Pérenne	Loyer	réservataire	désignataire
1	T4		x	ANAH TS	sans	ville
3	T2		x	ANAH TS	sans	ville
5	T2	x		ANAH TS	VILLE	ville
10	T2	x		ANAH TS	sans	MDS
11	T4		x	LIBRE	sans	ville
20	T2	x		ANAH TS	sans	MDS

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir :

- Les modalités de mise à disposition des logements
- Les modalités de désignation des occupants, les modalités de leur accompagnement social,
- Le processus pour le relogement définitif des ménages dans le parc locatif social.

ARTICLE 2 : Logements pérennes

Habitat et Humanisme est propriétaire de 11 logements pérennes sur la Ville de Meaux, son Agence Immobilière Associative Solidarité Habitat est le gestionnaire.

- 1 T2 est loué par l'association la Rose Des Vents qui y exerce son métier d'insertion par le logement
- 1 T4 est réservé par la ville
- 9 autres logements sont réservés par Habitat et Humanisme IDF

Habitat et Humanisme IDF propose à la Ville de Meaux d'être réservataire de ces 9 logements au moment de la rotation.

L'équipe de gestion de l'association envoie la fiche logement au service logement de la Ville de Meaux et la ville a un mois pour désigner un candidat. La candidature est étudiée par l'équipe gestion de l'association et le dossier est présenté en commission logement au siège de l'association. Si le candidat est retenu, il signe auprès d'Habitat et Humanisme un bail de droit commun.

ARTICLE 3 : Logements d'insertion

L'association Habitat et Humanisme Ile-de-France se porte locataire des logements d'insertion détenus par la société Foncière d'Habitat et Humanisme et gérés par son AIVS Solidarité Habitat Ile-de-France.

A la Croix de Varenne, un T2 est un logement d'insertion à titre temporaire, la Ville de Meaux est réservataire.

A la Bauve, un T2 est un logement d'insertion à titre temporaire, la Ville de Meaux est réservataire.



Les partenaires désignés ci-dessus décident de conclure cette convention à compter du 1^{er} mars 2022, et de mettre en place, au moyen du patrimoine et des compétences d'Habitat et Humanisme, un dispositif d'accompagnement social lié au logement pour des ménages défavorisés désignés par la ville, sur ces 2 logements.

ARTICLE 4 : Comité de pilotage

Un comité de pilotage, comprenant des représentants de l'association, du service Logement et du service Insertion Sociale de la Ville de Meaux est institué et chargé de :

- D'analyser les situations proposées et sélectionner les ménages au fur et à mesure des vacances de logement sur un délai d'un mois à compter de la réception de la fiche logement
- Prendre connaissance de l'évaluation réalisée pour chaque situation par l'association, complétant le cas échéant, celle d'un référent social suivant déjà la famille du service de la ville ou du département,
- Valider les préconisations de l'association en matière d'accompagnement social lié au logement,
- Prendre connaissance de l'évolution de la situation de chaque ménage au fur et à mesure de l'accompagnement,
- Statuer sur les suivis arrivant à échéance (prolongation, recherche solution de relogement, etc.).

Ce comité de Pilotage se réunira une à deux fois par an et en fonction des besoins.

ARTICLE 5 : Modalités de mise à disposition des logements

La location est faite par l'AIVS Solidarité Habitat Ile-de-France (bailleur) à l'association Habitat et Humanisme Ile-de-France (locataire), qui assume à ce titre toutes les obligations incombant au locataire. L'association signe avec les locataires une convention d'occupation temporaire et reçoit les indemnités d'occupation.

La Ville est informée au fur et à mesure de la libération des logements par l'association, au moyen d'une fiche logement transmise au service Logement, précisant la date de remise en location et les caractéristiques du logement (adresse, étage, surface, loyer, etc.).

ARTICLE 6 : Désignation des candidats

- Les candidats sont proposés par la Ville au comité de pilotage, au fur et à mesure de la libération des logements.
- Les situations sont issues du fichier municipal des demandes de logement et présentées au comité de pilotage au moyen d'une fiche de synthèse de la demande de logement et d'un rapport social de la situation.
- Habitat et Humanisme IDF étudie qu'une seule candidature à la fois et qu'un ordre de priorité est demandé lorsque que le service logement de la Ville propose plusieurs candidats.
- Cette candidature ou la liste de candidatures doit être envoyée dans le mois après réception de la fiche logement. Passer le mois, Habitat et Humanisme IDF récupère la réservation pour éviter la vacance.
- Pour les logements d'insertion, et après une rencontre du ménage par le travailleur social de l'association et le responsable des bénévoles d'accompagnement, une évaluation sociale est faite par l'association pour chaque situation proposée par la Ville, s'appuyant le cas échéant sur toute évaluation existante par un référent social suivant déjà la famille, afin de s'assurer que le profil du ménage répond aux objectifs exposés au préambule et que le ménage est volontaire pour un accompagnement social.
- Le dossier est présenté en commission d'attribution des logements chaque lundi, au siège de l'association qui reste souveraine dans sa décision.



ARTICLE 7 : Durée et modalités de l'occupation des logements

L'association passe une convention d'occupation temporaire avec les locataires pour les logements d'insertion d'une durée d'un an renouvelable selon le projet motivé du ménage.

A ce titre, elle perçoit une aide au logement (APL) dont sont bénéficiaires les ménages occupant les logements en fonction de leur situation administrative et financière.

ARTICLE 8 : Durée et modalités de l'accompagnement

Durant l'occupation du logement, le travailleur social de l'association effectue un accompagnement social lié au logement, en complément du suivi social éventuellement mis en œuvre par les travailleurs sociaux de secteur ou d'autres institutions.

Il porte notamment sur :

- La maîtrise du budget,
- L'insertion dans le logement et l'accompagnement dans le quartier,
- L'insertion sociale et professionnelle (en lien avec les travailleurs sociaux locaux),
- La cohabitation avec le voisinage,
- L'entretien et l'utilisation du logement et des parties communes.

Le comité de pilotage pourra proposer de travailler en collaboration avec un ou des partenaires pour un suivi social spécifique lié à la complexité de certaines situations.

Le ménage bénéficie également d'un accompagnement de proximité assuré par des bénévoles de l'association. Il a pour but d'aider les personnes dans leurs actions de vie quotidienne et dans leurs démarches d'insertion, en vue de leur sortie vers le parc locatif social de droit commun.

Les bénéficiaires des logements s'engagent contractuellement à accepter l'accompagnement social et à s'inscrire dans un projet d'insertion, en signant avec l'association un contrat d'accompagnement.

Post relogement, le TS assure un accompagnement de 3 mois pour s'assurer de la mise en place des nouveaux droits et du réseau partenarial nécessaire sur le nouveau lieu d'habitation.

ARTICLE 9 : Difficultés lors du suivi

Le comité de pilotage est avisé sans délai par l'association de tout incident de comportement ou autre manquement du ménage aux obligations portées au contrat d'accompagnement.

Le comité de pilotage décide des mesures à prendre à partir des préconisations faites par l'association. Le comité peut convoquer le ménage afin de lui rappeler ses obligations.

Des manquements graves peuvent conduire à une rupture du contrat. Toute décision de rupture du contrat est portée devant un comité de pilotage exceptionnel.

Dès lors, l'association peut s'engager dans une démarche en contentieux.

ARTICLE 10 : La sortie du logement d'insertion.

A l'issue du temps d'insertion, la ville s'engage à rechercher une solution de relogement dans le parc social notamment municipal.



ARTICLE 11: Bilans

Un bilan détaillé est présenté chaque année par le comité de pilotage sur la situation des ménages suivis et de leur parcours d'insertion. Ces bilans permettront de réunir les éléments d'évaluation de ce dispositif, de sa pérennité et des adaptations éventuelles.

ARTICLE 12 : Durée de la convention et dénonciation

Cette convention est passée pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction. Elle sera renégociée dans un délai maximum de six ans.

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, en cas d'inexécution par l'autre de ses obligations, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un délai de préavis de trois mois.

Toutefois, les parties s'engagent à appliquer les clauses de la convention jusqu'à expiration des mesures de suivi en cours.

Fait à Meaux en deux exemplaires originaux, le

Monsieur Jean-François COPE

Madame Isabelle de BEAUVOIR

Maire de Meaux

**Présidente
Habitat et Humanisme IDF
Solidarité Habitat**